

NEWSLETTER

23.03.2020

Avenue ID: 3041
Artikel: 2
Folgeseiten: 3

Print



19.03.2020 ArcInfo

Hans-Ulrich Bigler quitte le comité pro-avions

01



19.03.2020 La Liberté

Bigler quitte le comité pro-avions

04



Hans-Ulrich Bigler quitte le comité pro-avions

ARMÉE Le directeur de l'Union suisse des arts et métiers refuse de signer le code d'intégrité de l'alliance en faveur des jets de combat.

PAR PHILIPPE BOEGLIN



Hans-Ulrich fait la sourde oreille: pas question de signer le code de conduite du comité directeur en faveur des nouveaux jets... KEYSTONE



On l'a presque oublié à cause de l'épidémie de coronavirus, mais cet automne, le peuple votera normalement sur l'achat de nouveaux avions de combat. Le Conseil fédéral et la majorité bourgeoise du Parlement soumettent un budget de six milliards de francs, sans préciser le modèle et le nombre de jets, qui seront choisis ensuite par le gouvernement. Face aux opposants de gauche, les partisans ont formé une large alliance militaro-bourgeoise. Avec un objectif: ne pas rééditer la débâcle de 2014, lorsque la population avait rejeté l'achat de l'avion suédois Gripen.



Je n'ai rien à cacher, mais c'est une question de principe."

HANS-ULRICH BIGLER
DIRECTEUR DE L'UNION SUISSE
DES ARTS ET MÉTIERS

Pour mettre toutes les chances de son côté, le comité directeur a édicté un «code de conduite» pour les membres. Tout lien d'intérêts avec des fabricants en compétition, même indirect, est strictement interdit. Mot-clé: intégrité. C'est nouveau... et cela ne convient pas à tout le monde. Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers (Usam), a décidé de quitter le comité directeur, a appris votre journal. Pour l'ex-conseiller national zurichois, il était exclu de si-

gner le document.

«Ce code de conduite ne correspond pas à la façon de travailler de l'Usam. Nous ne publions jamais de montants

concernant nos rémunérations, budgets de campagne, etc.», explique le politicien libéral-radical. «Je n'ai rien à cacher, mais c'est une question de principe. Si nous signons ce code de conduite maintenant pour les avions de combat, il s'agirait d'un précédent pour toutes les campagnes de votation futures.»

Président du comité directeur, le conseiller aux Etats Thierry Burkart (PLR/AG) confirme que «Hans-Ulrich Bigler ne voulait pas signer ce code de conduite, et c'est la raison pour laquelle nous sommes arrivés à la conclusion qu'il ne pouvait pas demeurer dans le comité directeur. Je respecte sa décision, même si je la regrette. Mais j'ai toujours dit que ce code de conduite allait être mis en œuvre sans complaisance.»

Les partisans des jets veulent montrer patte blanche. Ils ont adopté un ton ferme dès la première lettre d'information de leur alliance (version en allemand): «L'activité du comité directeur (rédi: et de ses autres organes) impose l'intégrité et l'indépendance à l'ensemble de ses membres. Toute apparence de partialité ou de lien d'intérêt, avec une entreprise engagée dans l'appel d'offres pour les nouveaux avions de combat ou le nouveau système de défense sol-air, «peut menacer le succès de la campagne et n'est pas toléré. C'est pourquoi

un code de conduite contraignant a été élaboré ces dernières semaines, afin d'attester de cette intégrité».

A cause des officiers

Hans-Ulrich Bigler ne voit pas pourquoi il devrait se soumettre à cette obligation. «Ce code de conduite a été introduit pour et à cause de la Société suisse des officiers, qui a demandé de l'argent aux constructeurs d'avions pour financer la campagne de votation.» L'automne passé, la Société suisse des officiers (SSO) avait effectivement provoqué un minitremblement de terre. Elle avait écrit aux quatre constructeurs en compétition (Dassault, Boeing, Airbus, Lockheed Martin) pour solliciter leur appui financier en vue de la campagne de votation. La SSO avait essuyé une volée de bois vert. On lui avait reproché de nuire à l'indépendance et à la crédibilité des partisans des jets de combat, et de favoriser l'immixtion de fabricants d'armes étrangers. La demande de financement aux avionneurs avait été retirée.

L'Usam absente

Avec le départ de son directeur Hans-Ulrich Bigler, l'Usam, faitière des PME, a disparu du comité directeur de l'alliance pro-jets. «Je reste en contact avec l'Usam», indique Thierry Burkart. «J'espère qu'elle va participer à la campagne de votation, mais pas comme membre du comité directeur.»

Le sénateur argovien ne regrette pas l'idée d'un code d'intégrité. «Aucun autre



«membre du comité n'a de problème avec ce code de conduite. Les réactions sont même excellentes. On voit que c'est nécessaire pour couper court aux rumeurs et agir avec intégrité.»



Le directeur de l'Usam refuse de signer le code d'intégrité de l'alliance en faveur des jets de combat

Bigler quitte le comité pro-avions

« PHILIPPE BOEGLIN

Armée » On l'a presque oublié à cause de l'épidémie de coronavirus, mais cet automne, le peuple votera normalement sur l'achat de nouveaux avions de combat. Le Conseil fédéral et la majorité bourgeoise du parlement soumettent un budget de 6 milliards de francs, sans préciser le modèle et le nombre de jets, qui seront choisis ensuite par le gouvernement. Face aux opposants de gauche, les partisans ont formé une large alliance militaro-bourgeoise. Avec un objectif: ne pas rééditer la débâcle de 2014, lorsque la population avait rejeté l'achat de l'avion suédois Gripen.

Pour mettre toutes les chances de son côté, le comité directeur a édicté un «code de conduite» pour les membres. Tout lien d'intérêts avec des fabricants en compétition, même indirect, est strictement interdit. Mot-clé: intégrité. C'est nouveau... et cela ne convient pas à tout le monde. Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers (Usam), a décidé de quitter le comité directeur, a appris votre journal. Pour l'ex-conseiller national zurichois, il était exclu de signer le document.

«Ce code de conduite ne correspond pas à la façon de travailler de l'Usam. Nous ne publions jamais de montants concernant nos rémunérations, budgets de campagne, etc, explique le politicien libéral-radical. Je n'ai rien à cacher, mais c'est une question de principe. Si

nous signons ce code de conduite maintenant pour les avions de combat, il s'agirait d'un précédent pour toutes les campagnes de votation futures.»

Président du comité directeur, le conseiller aux Etats Thierry Burkart (plr, AG)

confirme que «Hans-Ulrich Bigler ne voulait pas signer ce code de conduite, et c'est la raison pour laquelle nous sommes arrivés à la conclusion qu'il ne pouvait pas demeurer dans le comité directeur. Je respecte sa décision, même si je la regrette. Mais j'ai toujours dit que ce code de conduite allait être mis en œuvre sans complaisance».

Les partisans des jets veulent montrer patte blanche. Ils ont adopté un ton ferme dès la première lettre d'information de leur alliance (version en allemand): «L'activité du comité directeur (et de ses autres organes, ndlr) impose l'intégrité et l'indépendance à l'ensemble de ses membres. Toute apparence de partialité ou de lien d'intérêt avec une entreprise engagée dans l'appel d'offres pour les nouveaux avions de combat ou le nouveau système de défense sol-air, «peut menacer le succès de la campagne et n'est pas tolérée. C'est pourquoi un code de conduite contraignant a été élaboré ces dernières semaines, afin d'attester de cette intégrité».

A cause des officiers

Hans-Ulrich Bigler ne voit pas pourquoi il devrait se soumettre à cette obligation. «Ce code de

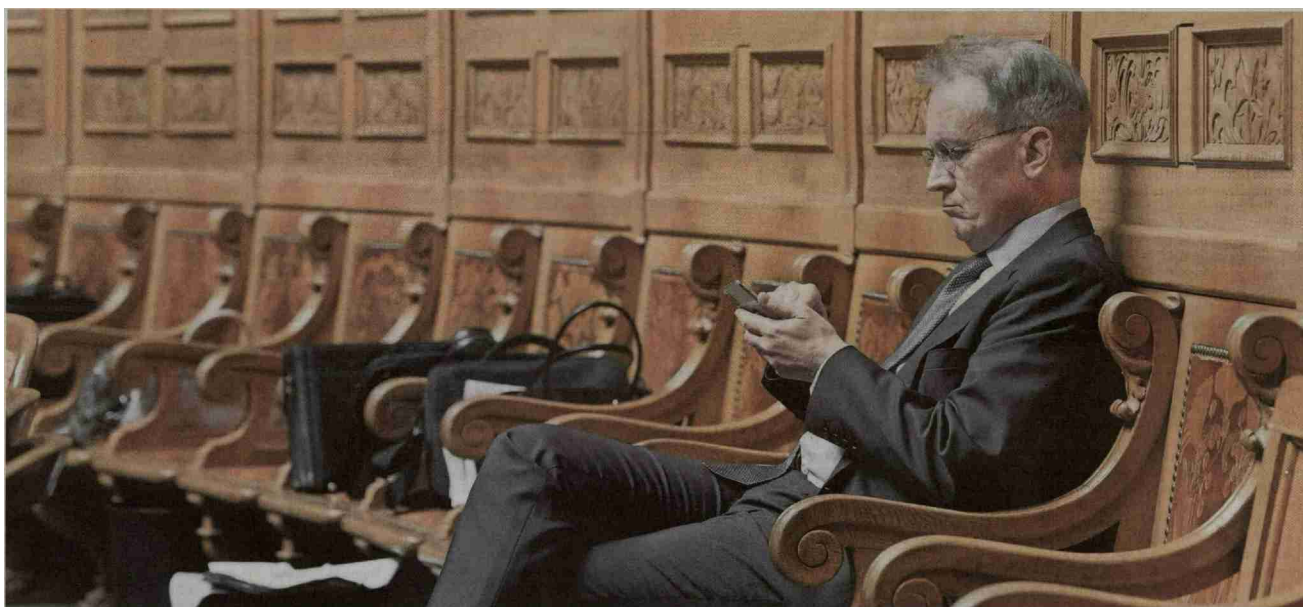
conduite a été introduit pour et à cause de la Société suisse des officiers, qui a demandé de l'argent aux constructeurs d'avions pour financer la campagne de votation.» L'automne passé, la Société suisse des officiers (SSO) avait effectivement provoqué un mini tremblement de terre. Elle avait écrit aux quatre constructeurs en compétition (Dassault, Boeing, Airbus, Lockheed Martin) pour solliciter leur appui financier en vue de la campagne de votation.

La SSO avait essuyé une volée de bois vert. On lui avait reproché de nuire à l'indépendance et à la crédibilité des partisans des jets de combat, et de favoriser l'immixtion de fabricants d'armes étrangers. La demande de financement aux avionneurs avait été retirée.

L'Usam absente

Avec le départ de son directeur Hans-Ulrich Bigler, l'Usam, faitière des PME, a disparu du comité directeur de l'alliance projets. «Je reste en contact avec l'Usam, indique Thierry Burkart. J'espère qu'elle va participer à la campagne de votation, mais pas comme membre du comité directeur.»

Le sénateur argovien ne regrette pas l'idée d'un code d'intégrité. «Aucun autre membre du comité n'a de problème avec ce code de conduite. Les réactions sont même excellentes. On voit que c'est nécessaire pour couper court aux rumeurs et agir avec intégrité.» »



L'ex-conseiller national Hans-Ulrich Bigler n'apprécie guère le ton ferme adopté par les partisans des jets. Keystone-archives

**«Ce code
de conduite ne
correspond pas
à notre façon
de travailler»**

Hans-Ulrich Bigler